

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEODIS Logistics Ile de France

ZA LA PIECE DE LA REMISE

91090 Lisses

Références : D2025-
Code AIOT : 0006504394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement GEODIS Logistics Ile de France implanté Chemin départemental 26 La Pièce de la Remise 91090 Lisses. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEODIS Logistics Ile de France
- Chemin départemental 26 La Pièce de la Remise 91090 Lisses
- Code AIOT : 0006504394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GEODIS (groupe SNCF) exploite un entrepôt sur la commune de Lisses. Cet entrepôt d'un volume de 445 150 m³ est composé de 2 unités nommées EVL0 et EVL1. Les principaux clients sont LEROY MERLIN, DEVIALET, fournisseur de matériel médical, ...

Un stockage d'alcool de bouche pour la société Amazon est également présent.

Depuis janvier 2023, GEODIS réalise le démantèlement d'appareil médical pour la récupération des pièces détachées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Eau _ contrôle état réseaux | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.2. Eau – Entretien et surveillance | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 2 | Déchets _ registre | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.7.3. Gestion des déchets | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Lutte contre l'incendie _ moyens d'extinction | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | étude des effets thermiques 8KW/m² | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 7 | Plan de défense incendie (PDI) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 23 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 4 | Lutte contre l'incendie _ exercice incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| | | l'incendie | | |
| 5 | Installations électriques, foudre et mise à la terre | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 15. Installations électriques et équipements métalliques | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite du 25 septembre 2025 était de faire le point sur les non conformités relevées lors de la visite du 17 mars 2023.

Des points restent encore à compléter afin de lever les non conformités mais l'inspection note la clarification des rôles du propriétaire PROLOGIS et du locataire GEODIS pour les différentes vérifications (foudre, RIA, sprinklage) depuis janvier 2025.

L'inspection acte que l'exploitant est dans l'attente de réponse de marchés pouvant avoir un impact important sur la globalité du site (EVL1 / EVL0 et EVL2). A l'issue des marchés, l'exploitant portera à la connaissance de l'inspection les modifications futures du site et complètera ou mettra à jour son étude de flux thermiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau _ contrôle état réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.2. Eau – Entretien et surveillance |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> |

Constats :

Lors de la visite du 25 septembre 2025, l'exploitant a déclaré qu'il était en contact avec la société SARP pour la réalisation de la vérification des réseaux d'eau.

Par mail du 6 octobre 2025, l'exploitant transmet le devis rédigé par la société SARP (rf : LAUPL-2025-09-000492262/249) en date du 30 septembre 2025.

Ce devis propose un état des réseaux eaux usées et eaux pluviales du bâtiment EVL1/EVLO comprenant une inspection télévisuelle (ITV) et le curage des canalisations.

L'exploitant déclare que cette opération est planifiée pour le début de l'année 2026.

L'inspection constate que le devis présenté n'est pas encore signé par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection attend le justificatif de réalisation de cette intervention.

A ce stade, la non conformité relevée lors de la visite du 17 mars 2023 ne peut pas être levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Déchets _ registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.7.3. Gestion des déchets

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023

Prescription contrôlée :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le mail de la société Général Electrique indiquant que le matériel hospitalier réceptionné par Geodis ne devrait pas être contaminé. L'inspection indique que ce mail présente des ambiguïtés et ne garantit pas l'intégrité du matériel transmis.

L'exploitant déclare qu'il effectue un contrôle des caisses reçues en s'assurant que le colis ne présente pas de pictogramme relatif à la radioactivité. Il indique qu'en 30 ans, un seul colis (caisse

en plomb) présentait ce pictogramme et que ce dernier a été immédiatement retourné.

L'inspection constate que les éléments transmis ne garantissent pas l'intégrité des colis reçus vis-à-vis de la présence possible de radioactivité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de se rapprocher de la société Général Electrique afin de connaître les procédures / contrôles mis en place pour garantir que les colis reçus ne présentent pas de risques relatifs à une potentielle présence de radioactivité.

L'inspection attend que l'exploitant lui transmette ces éléments sous un délai de 3 mois.

A ce stade, la non conformité relevée lors de la visite du 17 mars 2023 ne peut pas être levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Lutte contre l'incendie _ moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie

Thème(s) : Risques accidentels, Apport en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux

présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Constats :

Par mail du 22 septembre 2025, l'exploitant a transmis le contrôle des RIA (vérification annuelle)

- DC4 en date du 18 juillet 2025 réalisé par la société UXELLO

Ce rapport émet les observations suivantes :

- RIA 2.41, 4.21, 4.22, 8.71 et 9.81 : manque plaque signalétique
- RIA 8.91, 5.92, 10.5 et 8.71 à remplacer (avec modification tuyauterie car ancien modèle)
- RIA 9.81 : Diffuseur fuyard Absence de détenteur sur 2 départs de RIA + une partie des RIA est alimenté en aval des postes sprinkler.

- DC4 extension en date du 22 juillet 2025 réalisé par UXELLO

Ce rapport émet les observations suivantes :

- RIA n°5 : supportage à refaire DN40
- RIA n°10 : Manque plaque signalétique
- RIA n° 41 : Choqué à remplacer

Dans ce rapport, l'inspection constate qu'il est précisé : "A l'issue de la 10ème année sans modification, l'installation doit être réévaluée par une entreprise titulaire de la certification APSAD de service pour la validation et/ou la maintenance d'installation de RIA selon le référentiel APSAD R5 en vigueur. Une nouvelle déclaration de conformité N5 ou une déclaration d'installation doit être établie après sa remise à niveau."

L'exploitant est tenu d'expliquer cette phrase dans le rapport.

L'inspection constate que les NC4.21, 4.22 (manque signalétique) et 5.92 (à remplacer) sont présentes depuis le contrôle précédent.

L'exploitant déclare que la vérification des RIA est à la charge du propriétaire PROLOGIS.

Par mail du 5 octobre 2025, l'exploitant transmet le devis relatif à la levée de réserve rédigé par UXELLO en date du 1er octobre 2025 (devis n°Q.0947564.1.01). L'exploitant indique qu'il s'agit d'un premier devis et qu'un appel d'offre est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de transmettre une explication de la note présente dans le rapport relatif à la vérification des RIA du DC4 extension (EVL0).

L'exploitant transmettra le justificatif des levées de réserves du dernier contrôle des RIA sous un délai de 3 mois.

La non conformité relevée lors de la visite du 17 mars 2023 ne peut pas être levée.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Lutte contre l'incendie _ exercice incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice POI a été réalisé sur le bâtiment EVL2 le 13 juin 2024 avec l'accompagnement du bureau d'études VERITAS. Le compte rendu de cet exercice a été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant déclare que le POI est commun à l'ensemble du Campus soit EVL1/EVL0 et EVL2. Aussi, un exercice incendie est organisé tous les 3 ans sur l'un ou l'autre bâtiment.</p> <p>L'inspection constate que le POI est bien commun à l'ensemble du Campus.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection constate qu'un exercice incendie (POI) a été réalisé.</p> <p>La non conformité relevée lors de la visite du 17 mars 2023 peut être levée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Installations électriques, foudre et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 15. Installations électriques et équipements métalliques

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques, foudre et mise à la terre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'une confusion a eu lieu en 2023 entre le propriétaire PROLOGIS et le locataire GEODIS relative à la responsabilité du contrôle. Aussi, GEODIS a réalisé le contrôle foudre en 2024 et depuis 2025 PROLOGIS en a pris la responsabilité.

Le prochain contrôle a été programmé le 29 septembre 2025. L'exploitant présente l'avis de passage de la société 1GFOUDRE pour lundi. Le contrôle sera une vérification visuelle. L'exploitant déclare que les levées de réserves relevées en 2024 seront réalisées lors du contrôle de lundi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La non conformité relevée lors de la visite du 17 mars 2023 peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : étude des effets thermiques 8KW/m²

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Etude

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Par courrier en date du 22 août 2023 (A2023-0651), l'exploitant transmet :

- l'étude de flux thermiques de l'extension EVL1 en date de décembre 2011
- l'étude de flux thermiques du stockage extérieur en date d'octobre 2019

Ce point de non conformité, relevé lors de la visite du 17 mars 2023, n'avait pas pu être levé car il était attendu que l'exploitant transmette l'étude de flux thermiques de l'ensemble du bâtiment (initial + extension + stockage extérieur) afin de s'assurer qu'il répond aux exigences de la réglementation de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Lors de la visite, l'exploitant indique que le campus comprenant les bâtiments EVL1/EVL0 et EVL2 est en cours de mutation. Certains locataires sont en cours de déménagement (départ de Leroy Merlin en cours lors de la visite) et de nouveaux marchés sont en attente de réponse de la consultation.

Dans le cas où l'exploitant gagnerait ces nouveaux marchés, une modification du site serait à prévoir tel qu'une extension du bâtiment ELV2 et une modification des conditions de stockage dans le bâtiment EVL1 / EVL0.

Aussi, devant l'incertitude du devenir du site, l'exploitant sollicite un délai supplémentaire. La réponse aux nouveaux marchés est prévue pour janvier 2026 et conditionnera les modifications à réaliser sur l'ensemble du site. L'exploitant déclare qu'il pourrait demander la réalisation d'une nouvelle étude de flux thermiques mais que cette dernière ne serait probablement plus d'actualité en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection acte la demande de délais supplémentaires. L'exploitant transmettra un point de situation à l'inspection avant la fin du mois de janvier 2026. Dans tous les cas, la mise à jour de l'étude de flux thermiques pour le bâtiment EVL1 / EVL0 est à transmettre avant le fin du mois de mars 2026.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 7 : Plan de défense incendie (PDI)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, PDI |
| Prescription contrôlée : <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule."</p> <p>[...]</p> <p>"Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022."</p> |
| Constats : <p>L'exploitant déclare qu'il possède un POI pour l'ensemble du campus mais pas de PDI.</p> <p>L'inspection indique que conformément au guide 1510 (page 180), l'exploitant est tenu de rédiger un PDI sur l'ensemble du campus. Ce PDI peut être intégré au POI en prenant en compte l'ensemble des éléments réglementaires du PDI.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à se référer au guide 1510 (page 182 à 184) afin de compléter son POI avec les éléments obligatoires du PDI.</p> <p>Concernant le volet « premiers prélèvements environnementaux », celui-ci s'applique uniquement aux installations soumises au régime de l'autorisation. Par ailleurs, l'inspection informe l'exploitant qu'un volet « remise en état et nettoyage de l'environnement » et un volet « continuité d'approvisionnement en eau » doivent être présents dans ce document, les installations étant soumises à POI.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant est tenu de rédiger le PDI de l'ensemble des installations sous un délai de 6 mois. Ce PDI peut être intégré au POI en prenant en compte l'ensemble des éléments réglementaires.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 8 : Fiche de données de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, FDS |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre</p> |

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a réalisé un contrôle aléatoire de la FDS du Mobivatch SPP, produit utilisé pour le nettoyage et la désinfection du matériel médical reçu pour reconditionnement.

Cette fiche est affichée à proximité du local de désinfection. Elle est conforme aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

